BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

COMMUNICATION DU BURKINA FASO

**CONFERENCE DE SUIVI DU SOMMET MONDIAL POUR
LE DEVELOPPEMENT SOCIAL
SOUS-REGIONS AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST**

28 - 30 septembre 1999
Ouagadougou (BURKINA FASO)

INTRODUCTION

Le Sommet mondial sur le développement social tenu à Copenhague du 06 au 12 mars 1995, a donné l'occasion aux chefs d'Etat et de Gouvernements présents d'adopter 10 engagements et un programme d'action.

Le Burkina Faso qui se classe parmi les pays les moins avancés et qui oeuvre pour son développement dans un environnement économique mondial difficile a donc adhéré aux objectifs dudit sommet. Dès 1994, il avait mis en place un comité national pour préparer sa participation. Ce comité était structuré en trois commissions qui ont mené des réflexions approfondies autour des points focaux retenus pour les débats au sommet. Ce sont :

- commission I : l'élimination de la pauvreté;
- commission II : la croissance de l'emploi productif et la réduction du chômage;
- commission III : l'intégration sociale.

Ces commissions étaient présidées respectivement par le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'emploi, du Travail et de la Sécurité Sociale et le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille.

Une synthèse des réflexions menées a permis de produire un rapport national lors du sommet. Celui-ci a connu la participation des plus hautes autorités du pays sous la conduite de son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, Président du Faso qui a eu à faire une déclaration.

Quatre ans après sa tenue, il convient d'examiner les progrès réalisés par les Etats. C'est dans cette optique que la présente communication a été élaborée. Elle s'articulera autour des points suivants :

- 1) Les conditions initiales avant le sommet de Copenhague;
- 2) Les progrès accomplis depuis le sommet mondial pour le développement social;
- 3) Les problèmes et les perspectives.

I. LES CONDITIONS INITIALES AVANT LE SOMMET DE COPENHAGUE.

1.1. le profil de pauvreté

Sur la base d'un seuil national de pauvreté établi à 41.099 Fcfa par adulte et par an, il ressort que 44,5% de la population vit en dessous de ce seuil et sont donc pauvres. Quelques constats attirent l'attention :

La pauvreté est principalement localisée en milieu rural et les strates du centre-nord, du sud-est, du centre-sud et du nord sont les plus affectées, avec respectivement 61%, 54%, 51% et 50% .

Elle affecte particulièrement les groupes socio-économiques dont le chef de ménage est agriculteur de produits vivriers avec une incidence de 51,5%.

La pauvreté touche plus les ménages de grande taille. Alors que moins de 10% des ménages de 1 à 4 personnes sont pauvres, plus de 30% sont extrêmement pauvres lorsque la taille du ménage dépasse 13 personnes.

A cela, s'ajoutent d'autres éléments qui sont plus ou moins des corollaires de la pauvreté notamment, la dégradation des conditions de vie des ménages vue sous plusieurs angles : (i) structure des

dépenses avec forte propension à l'autoconsommation; (ii) faiblesse des taux d'alphabétisation sous toutes ses dimensions (régions, genre, etc); (iii) situation sanitaire précaire.

Les eaux de surface dans les mares constituent une source de maladies d'origine hydrique des populations les plus pauvres, notamment en milieu rural.

Le bois est la principale source d'énergie de plus de 88% des ménages; son utilisation abusive constitue l'une des causes de dégradation de l'environnement.

Sur la base des seuils urbains de pauvreté établis à 106.249 Fcfa par an pour les villes de Ouaga/Bobo et 70.214 Fcfa pour les autres villes, il ressort que 24,6% de la population de Ouaga/Bobo sont pauvres tandis que pour les autres villes, cette proportion est de 27,1%.

1.2. l'éducation de base et l'alphabétisation

Dans ce domaine, le Burkina Faso fait face à plusieurs défis. Le taux brut de scolarisation estimé à 30,7% en 1992, est l'un des plus faibles du monde. En outre, ce taux cache d'énormes disparités entre zones urbaine et rurale (80% contre 8,6%) et entre filles et garçons (24,3% contre 36,8%). En 1994, ce taux progresse de 3,14 points avec une aggravation des disparités entre filles et garçons qui passent de 12,78 points d'écart à 13,43 points. Le taux d'alphabétisation qui était de 16,17% en 1992 est passé à 22,2% en 1994.

1.3. la santé primaire

L'espérance de vie à la naissance est restée constante entre 1992 et 1995, soit 52,2 ans. Elle est de 53,6 ans pour les femmes et 50,7 ans pour les hommes. La mortalité infantile qui était de 124‰ en 1992 est passée à 93,7‰ en 1993, soit une baisse de 30,3%. La mortalité maternelle était de 566 pour 100.000 naissances vivantes en 1995.

En 1993, le Burkina Faso disposait de 840 formations sanitaires (toutes catégories confondues). Ces formations sanitaires sont organisées selon une pyramide comportant : (i) les Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) qui constituent le premier échelon. Chaque CSPS dessert une population d'environ 10.000 habitants, sur un rayon de 10 kilomètres; (ii) les Centres Médicaux avec ou sans antenne chirurgicale (CM et CMA). Ils représentent le niveau de premier secours des CSPS. Chacun de ces centres dessert une population moyenne de 180.000 habitants; (iii) les Centres Hospitaliers Régionaux (CHR), au nombre de dix (10) représentent le niveau de deuxième recours; et (iv) les deux Centres Hospitaliers Nationaux (CHN) localisés à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso constituent le premier échelon de la pyramide.

En 1995, le pays disposait d'un médecin pour 29.673 habitants, d'un infirmier pour 8.500 habitants et d'une sage femme pour 29.316 habitants. Ces indicateurs sont largement en deçà des normes définies par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et qui s'établissent à un médecin pour 10.000 habitants, un infirmier pour 5.000 habitants et une sage femme pour 5.000 habitants. En plus de ces insuffisances, il faut relever une inégale répartition du personnel sur le territoire national avec une concentration à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (60% des médecins et des sages femmes). Par ailleurs, les ressources consacrées à ce secteur étaient en deçà de 10% du budget, norme consacrée par l'OMS.

1.4. L'eau et l'assainissement

L'accès à l'eau potable constitue une préoccupation quotidienne des populations burkinabè. La maîtrise de l'eau est rendue difficile en raison de la mauvaise répartition de la pluviométrie et du taux d'évaporation élevé se situant à plus de 2.000 mm par an. En 1993, on dénombrait 2.100 retenues d'eau dont seulement 380 sont pérennes. En outre, selon la Direction des Etudes et de la

Planification du Ministère de l'Environnement et de l'Eau, les taux de couverture étaient de 72% en 1991 et 93% en 1995.

1.5. L'habitat

La situation du logement ne semble pas préoccupante au regard du tableau suivant qui détermine le mode d'occupation des logements par milieu de résidence.

Mode d'occupation	Propriétaire	location vente	location simple	hébergé gratuit	autres	Total
Urbain (%)	65,6	4	18	11,5	0,9	100
Rural (%)	92,9	0,3	0,6	9,6	0,7	100
Ensemble (%)	89	0,8	3	6,4	0,8	100

Source : Rapport national sur le sommet mondial pour le développement social, Copenhague du 6 au 12 mars 1995, Février 1995.

On relève à partir du tableau que 89% des ménages sont propriétaires de leur logement. Cependant, cette situation cache des problèmes réels liés à la qualité des maisons, des matériaux utilisés et à l'accessibilité des terrains lotis.

Le principal matériaux de construction des murs des logements au Burkina Faso reste le banco offert par la nature et utilisé dans 80% des maisons. Son utilisation est facile mais sa résistance demeure assez faible aux intempéries.

Une tentative de dynamisation des structures existentes a été entreprise pour le financement de l'habitat. Les deux sociétés immobilières que sont la Société Immobilière Voltaïque (SIV) et la Société de Promotion et de Gestion Immobilière (SOPROGIM) ont été fusionnées en 1984 pour donner la Société de Construction et de Gestion Immobilière du Burkina (SOCOGIB).

Des efforts ont été entrepris entre 1984 et 1990 pour la promotion de l'habitat, notamment dans les centres urbains comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Sur la période, environ 125.845 parcelles ont été dégagées dans 59 localités dans le cadre des lotissements. La crise du logement a poussé l'Etat et ses démembrements à construire des cités. Ainsi, entre 1983 et 1990, près de 3.600 logements ont été construits pour un coût global d'environ 14 milliards de francs CFA. Depuis le début des années 1990, les opérations de lotissement concernent les villes moyennes et secondaires.

Malgré ces efforts, des problèmes subsistent dont le manque de structures spécialisées de financement de l'habitat, le faible niveau de revenu des populations et le coût élevé des matériaux de construction. Ce problème de coût est devenu encore plus crucial suite à la dévaluation du franc CFA en 1994, ce qui éloigne davantage l'horizon « un toit pour tous les burkinabè », particulièrement les pauvres.

1.6. L'emploi

Selon l'enquête démographique de 1991, le taux d'occupation de la population active serait de 98,9%; d'où un taux de chômage de l'ordre de 1,1% alors qu'il n'était que de 1,05% en 1985. Par rapport à l'activité principale (l'agriculture), on remarque que la majorité des actifs est constituée d'aides-familiales (67,4%) et de travailleurs indépendants (29,3%), soit un total de 96,7% pour ces deux catégories.

L'emploi salarié est très peu répandu. Il ne représente que 3% des actifs occupés. Par ailleurs, il ressort que le salariat est essentiellement masculin avec 79,9% d'hommes.

Ces données traduisent les deux principales caractéristiques de l'emploi au Burkina Faso à savoir : (i) la prédominance de l'emploi agricole dont le mode d'exploitation, de type familial, induit une majorité d'actifs considérés comme aides-familiales ou travailleurs indépendants; (ii) l'existence en

milieu urbain d'un secteur informel très important résultant d'une forte proportion de travailleurs indépendants.

La situation du chômage, avec un taux de 1,1% apparaît a priori non alarmante. Toutefois, il faut se convaincre que ce taux masque des réalités particulièrement inquiétantes dont on peut entre autres citer : (i) l'importance des occupations secondaires (24,93% des actifs occupés) qui révèle l'ampleur du sous-emploi; (ii) l'existence d'une forte disparité régionale. En effet, tandis qu'en milieu rural le taux de chômage identifié est de 0,2%, en milieu urbain, il est de 8,9% avec en particulier 9,8% et 12,8% respectivement pour Bobo-Dioulasso et Ouagadougou. En 1993, ce taux atteindrait 25% à Ouagadougou, si l'on exclut les activités marginales; (iii) le chômage touche principalement les jeunes et les femmes. En effet, ceux de moins de 24 ans représentent 65,3% des chômeurs et 28,6% ont entre 25 et 39 ans.

II. LES PROGRES ACCOMPLIS DEPUIS LE SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

2.1. dans le domaine de la réduction de la pauvreté

Avant l'engagement de l'humanité à Copenhague de poursuivre l'objectif de l'élimination de la pauvreté, un ensemble de mesures avait été pris dans le but de réduire le fléau qu'est la pauvreté au niveau national. Il s'agit notamment des six engagements du Chef de l'Etat qui intègrent parfaitement les objectifs de Copenhague, à savoir : la sauvegarde de l'environnement et la lutte contre la désertification, l'accroissement de la production agro-pastorale, l'organisation et l'appui au secteur informel et à l'artisanat, le développement des petites et moyennes industries, le soutien aux activités productrices des femmes, l'élevation du niveau général des connaissances de base et le développement du sport et des activités culturelles.

S'agissant des engagements de Copenhague en faveur de la réduction de la pauvreté, il convient d'énumérer un certain nombre de réalisations constituant les éléments essentiels de la politique nationale de lutte contre la pauvreté.

Le Gouvernement, à travers l'élaboration en octobre 1995 de la Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable (LIPDHD) 1995-2005, fixait les axes stratégiques d'une nouvelle approche du développement dont les principaux éléments sont : (i) une croissance soutenue et durable; (ii) un développement optimal des ressources humaines; (iii) une nouvelle gouvernance; (iv) une meilleure gestion des ressources naturelles.

Cette nouvelle approche du développement a pour finalité comme l'indique la LIPDHD de contribuer à centrer le développement du pays sur le concept de sécurité humaine permettant à chaque burkinabé d'accéder à: (i) la sécurité économique (*liée à l'accès à un emploi rémunérateur*); (ii) la sécurité sanitaire (*liée à un accès à moindre coût à des soins médicaux aussi bien préventifs que curatifs*); (iii) la sécurité alimentaire (*liée à l'accès à une alimentation de base y compris l'eau*); (iv) la sécurité environnementale (*liée à la préservation d'un environnement sain*); (v) la sécurité individuelle et politique.

Pour opérationnaliser la LIPDHD et pour concrétiser la proposition faite par le Burkina Faso d'être le pays pilote pour l'application de l'initiative 20/20 lors de la réunion internationale tenue à Oslo du 23 au 25 avril 1996, le Gouvernement a procédé à un réaménagement des allocations des ressources internes et externes en mettant l'accent sur les secteurs sociaux essentiels (éducation, santé, assainissement, santé de la reproduction). Cela a permis de porter la part desdits secteurs de 17,07% des recettes propres de l'Etat en 1995 à 19,54% en 1997; ce qui donne une moyenne de 18% environ au cours de la période 1995 - 1997.

L'étude sur le profil de la pauvreté, publiée en 1996 par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie, constitue un outil d'appréhension globale de la problématique de la pauvreté. Elle a permis de catégoriser la population pour des interventions plus ciblées en identifiant les groupes vulnérables et les zones géographiques qui méritent une attention particulière. Elle a, en outre, aidé à un meilleur ciblage des politiques de développement du pays et des interventions des partenaires au développement.

Dans le souci de mieux coordonner les interventions de l'ensemble des agences du système des Nations Unies, le Gouvernement a adopté en juillet 1997, une Note de Stratégie Nationale (NSN) indiquant les domaines prioritaires d'assistance dans lesquels il souhaite concentrer avec le maximum d'efficacité les interventions de ces agences dans le cadre de la mise en oeuvre de la Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable;

Sous les auspices du PNUD et avec l'appui d'un groupe indépendant de réflexion, le Burkina Faso a publié deux rapports nationaux sur le Développement Humain Durable (DHD), respectivement en 1997 et 1998.

Le premier rapport national avait adopté une démarche globale et dressé un état des lieux des principales dimensions du développement au Burkina Faso. Il avait mis la pertinence de l'approche DHD ainsi que les principaux défis que le pays se doit encore de relever, notamment dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, du développement des secteurs sociaux, de la promotion de la femme et de la gestion rationnelle de l'environnement.

Le deuxième rapport a opté pour une approche plus spécifique et a pour ambition d'approfondir les analyses et la réflexion autour d'une problématique essentielle du DHD, à savoir la lutte contre la pauvreté.

A ces actifs, s'ajoute l'effort du Gouvernement d'opérer une large diffusion du concept de DHD afin de permettre la même compréhension du concept par toutes les parties prenantes (acteurs, actrices et bénéficiaires). C'est dans ce cadre que s'inscrivent différents ateliers de sensibilisation sur le concept de DHD, organisés en 1998 et 1999 (Bobo-Dioulasso du 10 au 13 mars 1998, Kombissiri le 27 novembre 1998, Dori du 13 au 15 avril 1999, Ouagadougou le 3 août 1999).

2.2. dans le domaine de l'éducation de base et de l'alphabétisation

L'offre scolaire s'est accrue par la construction de nouvelles infrastructures (salles de classe), le recrutement et la formation d'enseignants, la distribution gratuite d'ouvrages scolaires, etc. Entre 1995 et 1998, il a été construit 899 nouvelles écoles au niveau du primaire; 1.050 enseignants ont été recrutés en 1997-1998 et 1.400 en 1998-1999. Pour la rentrée scolaire 1998-1999, 2.496.919 ouvrages ont été distribués gratuitement.

En vue d'assurer l'expansion de l'enseignement de base, de nouvelles approches sont en cours d'expérimentation. Il s'agit des innovations pédagogiques appelées « classes à double flux » et « classes multigrades » qui visent à mieux rentabiliser le personnel enseignant et les infrastructures. La mise en place de formules d'enseignement novatrices appelées « Ecoles Satellites » et « Centre d'Education de Base Non Formelle » doit permettre de rapprocher l'enseignement des élèves potentiels, d'accroître les taux de scolarisation et d'alphabétisation, de mieux impliquer les collectivités à l'organisation et à la gestion des écoles, de réduire les disparités entre sexes et de rénover les programmes d'enseignement, les langues nationales étant utilisées comme langues d'enseignement les deux premières années.

Cependant, force est de constater que le taux de scolarisation primaire est encore faible (40,9% en 1998) et le taux d'alphabétisation nettement en deçà du seuil de 40% qui, selon l'UNESCO est le

seuil requis pour permettre à un pays d'amorcer son développement. En outre, les disparités entre régions et entre sexes persistent. Le tableau suivant donne l'évolution des taux de scolarisation entre 1995 et 1998.

Taux brut de scolarisation du primaire			Disparité entre provinces		Taux d'analphabétisme (1996/1998)		Taux d'inscription au préscolaire
Années	Total (en %)	Filles (en %)	Garçons (en %)	Kadiogo (en %)	Séno (en %)	Total	Total
1995/96	35,7	28,5	54,5	79,88	9,23	81,8%	0,82
1996/97	37,4	30,4	44,7	...	...	72,1%	...
1997/98	40,9	33,4	48	87,9	15,3	91,1%	1,8

Source : revue à mi-parcours du Programme de Coopération 1996-2000 entre le Burkina Faso et l'UNICEF, 16-18 sept. 1998.

Les indicateurs au niveau du secondaire et du supérieur demeurent également faibles. Le taux de scolarisation du secondaire a évolué de 9,66% en 1994/1995 à seulement 10,21% en 1995/1996. Pour le supérieur, ce taux est inférieur à 1%.

2.3. Dans le domaine de la santé

Le Burkina Faso a élaboré une politique sanitaire basée sur la prévention, la décentralisation des infrastructures et l'encouragement du secteur privé. D'importants efforts financiers ont été consacrés dans ce secteur. Le ratio des dotations budgétaires sur les recettes propres en direction du Ministère de la Santé et de celui de l'Action Sociale et de la Famille sont passées de 6,73% en 1995 à 8,34% en 1997. Au niveau de l'aide publique au développement, les décaissements en faveur de la santé de base y compris la santé de la reproduction ont représenté respectivement 31,5% et 47,86% du total des décaissements.

En terme de réalisation d'infrastructures sanitaires, le nombre de Centre de Santé et de Promotion Sociale est passé de 677 en 1995 à 784 en 1998, soit un accroissement de 15,8%. Durant la même période, 68 Centres Médicaux ont été créés dont 30 avec Antenne chirurgicale. En outre, l'opérationnalisation de la décentralisation a permis la mise en place de 53 districts fonctionnels. Ainsi, le rayon d'action des formations sanitaires est actuellement de 10 kilomètres pour un objectif de 5 kilomètres à l'horizon 2005.

Depuis le 1er janvier 1997, le Gouvernement a mis en place un système de prise en charge des urgences obstétricales dans les hôpitaux publics. De même, on note l'amélioration de l'accès aux médicaments par la promotion des Médicaments Essentiels Génériques (MEG).

Si ces résultats sont encourageants, la situation sanitaire du Burkina Faso reste tout de même préoccupante. En effet, on constate une recrudescence de certaines maladies (paludisme, lèpre, etc.), la propagation du SIDA, la survenue d'épidémies très sévères de méningite et de rougeole, la baisse constante depuis 1995 de la couverture vaccinale du pays.

Concernant les ressources humaines, les indicateurs nationaux sont en deçà des normes de l'Organisation Mondiale de la Santé. En 1997, le Burkina Faso comptait un médecin pour 28.903 habitants et un infirmier breveté pour 7.643 habitants contre des normes respectives de 1 médecin pour 10.000 habitants et 1 infirmier pour 5.000 habitants.

2.4. Dans le domaine de l'Eau et l'assainissement

Dans le secteur de l'eau, plus de 3.241 nouveaux points d'eau modernes ont été réalisés entre 1995 et 1998 portant le nombre total des infrastructures hydrauliques à 26.200 environ. Si ces efforts ont permis d'atteindre la base théorique d'un point d'eau pour 500 habitants et une norme de consommation de 20 litres d'eau par jour et par habitant, on note des disparités régionales de 54% pour la zone la moins nantie à 310% pour la région la plus fournie. Aussi, l'éloignement des forages

de certains quartiers et le taux assez élevé des pannes des pompes (24% en 1996 et 19% en 1998) font que plus de la moitié des ménages (51%) consomme encore de l'eau non potable. Pour améliorer le niveau de la norme et corriger ces disparités, le Gouvernement s'est fixé pour objectif de réussir le défi de l'hydraulique de quartier en mettant 1 forage pour 300 habitants, ce qui nécessitera la construction de 8.000 nouveaux points d'eau potables.

La politique en matière d'assainissement est à ses débuts, mais déjà, avec la mise en oeuvre du plan stratégique d'assainissement des eaux usées et excréta de la ville de Ouagadougou (1995-2005) qui comporte trois composantes, une amélioration commence à se sentir : 11.913 ouvrages (toilettes et puisards) ont été réalisés pour la composante assainissement autonome et 40 latrines pour la composante assainissement scolaire. La composante assainissement collectif s'exécute dans le cadre du 3^{ème} projet de développement urbain.

2.5. Dans le domaine de l'habitat

La politique en matière d'habitat est axée sur : (i) la promotion des matériaux locaux de très bonne qualité et à des coûts réduits; (ii) la mise en valeur des terrains déjà lotis; (iii) la création de conditions favorables à l'initiative privée; (iv) la mise en place d'un système de financement du logement; (v) et l'amélioration des infrastructures d'accompagnement des logements que sont les sources d'énergie, le mode d'approvisionnement en eau et l'assainissement.

2.6. Dans le domaine de l'emploi

Les actions ont été menées sur deux axes principaux à savoir : d'une part, la mise en place d'un environnement institutionnel, législatif et réglementaire favorable, et d'autre part, la mise en oeuvre de programmes générateurs d'emplois. Le bilan de l'ensemble de ces mesures est positif même si beaucoup reste à faire.

Au niveau du premier axe, les résultats enregistrés sont entre autres : (i) la nomination d'un Ministre délégué chargé de la promotion de l'emploi pour mieux coordonner les interventions en faveur de la création d'emplois; (ii) la relecture en cours du code du travail et du code de sécurité sociale; (iii) l'élaboration en 1998 d'un projet de "loi d'orientation pour la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle".

Au niveau du second axe, les efforts ont concerné : (i) la mise en place d'un Programme National d'Appui à la Réinsertion des Travailleurs Déflatés (PNAR-TD). Ce programme qui vise la réinsertion socio-professionnelle des travailleurs licenciés pour raisons économiques, a financé plus de 300 projets avec près de 700 emplois créés; (ii) la création du Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI) destiné au financement et à l'appui aux actions de promotion des activités du secteur informel a permis le financement d'une centaine de micro-projets pour environ 400 emplois permanents et 500 emplois temporaires; (iii) le Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PAPME), créé en 1995, a, en mai 1997, financé 77 projets qui ont généré environ 450 emplois permanents et 240 emplois temporaires. Il a aussi financé la formation de plus de 1.000 futurs promoteurs en création d'entreprises; (iv) l'agence FASO BAARA qui exécute des travaux dans le secteur du bâtiment et des travaux publics selon la technique Haute Intensité de Main d'Oeuvre (HIMO). Elle veille à ce que 20% du volume financier des marchés soit consacré au payement de la main d'oeuvre. Le nombre d'emplois créés à la fin de la première phase du projet en juin 1996 est de près de 36.000 emplois temporaires et d'environ 900 emplois permanents; (v) le Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF), créé en 1991, a contribué à financer les activités de 147.547 productrices individuelles dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du commerce et de la transformation pour un montant total de 3.089.556.700 francs CFA à la date du 2 juin 1998; (vi) le Fonds d'Appui aux Activités Génératrices de Revenus pour les Agricultrices (FAAGRA), créé en avril 1996, aide les femmes dans le financement de micro-projets; 596.561.289 francs CFA ont été octroyés à 16.737 agricultrices.

2.7 Dans le domaine de l'intégration sociale

Les actions menées dans ce domaine ont porté sur la protection et l'insertion socio-économique des groupes vulnérables et défavorisés, la sécurité humaine, politique et économique, la bonne gouvernance et le développement participatif.

2.7.1 Le domaine de la protection sociale

S'agissant de la **sécurité individuelle**, les personnes handicapées bénéficiaires d'une carte d'invalidité paient les prestations en fonction de leur degré d'invalidité. Des textes leur reconnaissent ce droit. Une réduction de tarif sanitaire est accordée aux fonctionnaires en retraite.

En matière de secours d'urgence et de solidarité nationale, le Comité National de Secours d'Urgence et de réhabilitation (CONASUR) a mis en place, suite au déficit céréalier de 1996-1998, un programme alimentaire d'aide d'urgence pour l'année 1998 suite au déficit céréalier. 76.450 tonnes de céréales dont et 13,160 tonnes ont été distribuées gratuitement.

En ce qui concerne l'insertion socio-économique des groupes vulnérables et défavorisés, un certain nombre de dispositions législatives et mesures ont été prises en vue d'une promotion des droits de la femme, de l'égalité, du genre et de l'équité entre sexes. Il s'agit entre autres : (i) de l'adoption en novembre 1996, de la loi n°043/ADP, interdisant les mutilations génitales féminines au Burkina Faso, et la création en 1997, d'un Secrétariat Permanent du Comité National de lutte contre la Pratique de l'Excision; (ii) de l'adoption en Mai 1996, de la loi portant réorganisation agraire au Burkina Faso qui accorde aux femmes le droit de devenir propriétaire foncier; (iii) de la mise en place en décembre 1995, d'un projet « Code des Personnes et de la Famille pour le bien être familial », chargé de la vulgarisation du Code des Personnes et de la Famille qui comporte des dispositions en faveur de la femme.

Par ailleurs, l'accroissement du nombre des femmes dans les instances du pouvoir a été constaté: femmes députés (10 sur 111 députés), Conseillers municipaux (147 femmes), Ambassadeurs (3 femmes), et enfin, un Ministère de la Promotion de la Femme a été créé en 1997.

En outre, de nombreux programmes et projets générateurs de sources de revenus ont été mis en oeuvre en vue d'une participation effective de la femme au processus de développement. Des fonds d'Appui et des crédits ont été mis en place pour renforcer le pouvoir d'achat des femmes, exemple : projet 1.000 Jeunes Filles, projet promotion de l'éducation des femmes.

Pour ce qui est de la protection et la promotion de l'enfance les programmes élaborés et mis en oeuvre ont concerné : (i) l'évaluation en 1996 du plan d'action National pour la Survie, la protection et le Développement de l'Enfant au Burkina Faso pour les années 90, puis élaboration du 2ème plan pour la période 1997 - 2000; (ii) la mise en place en 1997 d'un Parlement des enfants; (iii) l'organisation d'un sommet régional sur la petite-enfance en 1997; (iv) la création en 1997 d'un fonds national pour l'enfant.

En matière d'Insertion Sociale des personnes défavorisées, composées des personnes handicapées et des jeunes en difficultés, les actions engagées ont contribué à leur réhabilitation sociale et leur insertion économique.

Pour les Personnes handicapées on relève : (i) l'institution de tarifs préférentiels pour les soins de santé, de transport public, d'éducation et de formation dans les centres et établissements publics; (ii) la mise en place de collectifs d'associations; (iii) la Formulation d'un projet de Politique Nationale de Réadaptation sociale à base communautaire.

Pour les enfants et jeunes en difficulté de/dans la rue, des actions ont été développées en vue de prévenir la délinquance juvénile par : (i) l'adoption d'une politique de réintégration sociale des enfants et jeunes en difficultés; (ii) la mise en place de tribunaux et de centres pénitenciers adaptés, favorisant l'intégration sociale; (iii) l'extension de l'Action Educative en milieu Ouvert (AEMO) dans 3 provinces et qui consiste à suivre l'enfant ou un groupe de jeunes dans leur milieu, dans l'objectif de leur réinsertion socio-économique dans les conditions adaptées à leurs besoins et avec leur participation. 1.000 Jeunes ont ainsi pu être suivis; (iii) le renforcement de deux structures publiques fermées qui accueillent environ 200 enfants par an pour des activités d'éducation et de formation (menuiserie, mécanique, soudure, élevage etc).

2.7.2 Dans le domaine de la sécurité humaine

Le Burkina Faso est passé des régimes d'exception à un régime constitutionnel qui offre un meilleur cadre d'expression des droits humains. On dénote à cet effet la mise en place de toutes les institutions prévues par la constitution, à savoir : (i) l'Assemblée Nationale et la Chambre des Représentants qui siègent normalement; (ii) l'effectivité du Médiateur du Faso qui contribue remarquablement à l'amélioration du climat social et à la stabilité; (iii) l'organisation d'élections municipales en 1995, de législatives en 1997 et présidentielles en 1998; (iv) l'existence au Burkina Faso d'une presse libre et indépendante avec de nombreux journaux et radios privés; (v) la société civile dynamique compte de nombreuses Associations et Organisations civiles qui participent activement à l'enracinement de la démocratie.

2.7.3 Dans le domaine de la bonne gouvernance et du développement participatif

En matière de bonne gouvernance, un plan national de bonne gouvernance vient d'être adopté et les textes portant création et fonctionnement de ses organes de gestion sont en élaboration. Il est donc encore trop tôt de parler de bilan, mais le gouvernement reste confiant que sa mise en oeuvre améliorera les prestations des travailleurs dans tous les domaines.

En ce qui concerne le développement participatif, l'Etat burkinabè, depuis les années 1970, à toujours cherché à impliquer davantage les populations dans le processus de développement, notamment dans les domaines du développement intégré, la gestion des terroirs, l'auto développement et l'auto promotion.

Au niveau opérationnel, divers programmes visant le financement de micro-projets à la base mobilisent les populations et sont mis en oeuvre avec l'appui des partenaires au développement. On cite entre autres le projet d'appui multisectoriels au gouvernement financé par le Royaume de Belgique, le projet Système d'Appui aux Initiatives de Base (SAIB) financé par le PNUD le programme BIT/ACOPAM, etc.

En appui aux efforts de l'Etat, les ONG ont su, depuis 1995, mobiliser les populations à la base pour réaliser de nombreux projets de développement (constructions d'écoles, de dispensaires, de points d'eau, etc.).

Dans le sillage du processus de démocratisation en cours, de nouvelles orientations ont été données au contenu du développement participatif afin d'ancrer la démocratie à la base. Ainsi, un processus de décentralisation a été initié et se met progressivement en place depuis la création en 1993 d'une Commission Nationale de Décentralisation (CND), conçue en tant qu'organe d'impulsion du processus démocratique de développement local.

La mise en oeuvre du programme triennal 1993-1996 a permis le renforcement des 33 communes de plein exercice. Pour exécuter son programme, la CND dispose d'un certain nombre d'instruments dont le Fonds de Démarrage des Communes (FODECOM) créé en février 1996 et appelé à être remplacé par le Fonds d'Investissement Communal (FICOM). En septembre 1998, l'Assemblée

Nationale a adopté le Texte d'Orientation de la Décentralisation (TOD) qui parachève le cadre législatif et réglementaire du processus entamé.

Les acquis positifs de la démarche participative sont réels. L'approche participative a été formatrice pour les populations. Elle leur a permis d'avoir une meilleure connaissance de leur milieu avec ses contraintes et ses potentialités.

III. LES PROBLEMES RENCONTRES ET LES PERSPECTIVES

3.1. Les problèmes rencontrés

Le Burkina Faso rencontre beaucoup de difficultés dans la mise en oeuvre des conclusions de Copenhague. Au titre de ces difficultés, on peut entre autres citer :

- Les problèmes financiers. Malgré la volonté affichée de faire des engagements de Copenhague les priorités de sa politique de développement, le pays est confronté à d'énormes contraintes financières. Il consacre beaucoup de ressources au paiement du service de la dette et subit en même temps les effets de la baisse tendancielle de l'aide publique au développement. Le respect de ces engagements vis à vis des bailleurs de fonds hypothèque le financement des secteurs sociaux. Jusqu'aujourd'hui, les pays industrialisés n'ont pas atteint leur objectif qui est de consacrer 0,7% de leurs PIB aux financements des secteurs sociaux dans les pays en développement. L'aide ne représente que 0,22% de ces pays selon le rapport du PNUD de 1998 sur la pauvreté.

- Les pesanteurs socio-économiques constituent également un frein à l'atteinte des objectifs. Les pratiques traditionnelles (excision, gavage, etc) qui nuisent à la santé de la mère et de l'enfant demeurent dans le pays et les zones à haute tradition islamique connaissent des taux faibles de scolarisation suite à la réticence des parents à l'égard de l'école moderne.

- L'absence d'un système d'information adéquat de collecte et de diffusion des données constitue un sérieux handicap qu'il conviendrait de lever.

- La participation limitée de la société civile et surtout du secteur privé dans la réduction de la pauvreté reste un problème à résoudre.

3.2. Les perspectives

A la veille du troisième millénaire, la vision du Burkina Faso sera fondée sur un contrat de développement solidaire, c'est à dire un développement centré sur la personne humaine et qui lui permet de libérer son potentiel créatif au profit de la communauté entière. Pour réussir ce contrat, les stratégies seront orientées vers quatre axes principaux: (i) la modernisation de l'économie; (ii) la construction d'une société encore plus solidaire qui affirme le leadership national, assure plus de qualité dans la vie des burkinabè, tout en partageant plus équitablement les fruits de la croissance; (iii) la promotion du développement institutionnel et la culture démocratique comme instrument de mise en oeuvre du développement solidaire; (v) l'insertion dans le processus de mondialisation et d'intégration régionale et la recherche d'un rayonnement encore plus grand.

Au Burkina Faso, toute stratégie de lutte contre la pauvreté qui ne tirerait pas ses fondements du secteur rural et en particulier de l'agriculture et de l'élevage est vouée à l'échec. Cela est d'autant plus évident que ces deux secteurs occupent plus de 85% de la population et constituent les sources essentielles de revenus de cette dernière. En outre, l'agriculture et l'élevage représentent les principales sources de recettes d'exportations du pays. C'est conscient du rôle joué par ces secteurs dans l'impulsion de la croissance économique que les autorités gouvernementales ont décidé d'en faire des secteurs prioritaires de développement. Dans le souci d'impliquer le secteur privé dans la promotion des secteurs sociaux, des actions seront déployées pour lui permettre de jouer le rôle qui

Dans le domaine de l'emploi et de la sécurité sociale, les priorités seront la promotion de l'emploi durable, la protection des travailleurs et l'amélioration de leurs conditions de vie. Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement se propose de mener des actions sur quatre axes.

En matière d'emploi et de formation professionnelle, il s'agira : (i) d'améliorer le cadre institutionnel et juridique de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle; (ii) de rechercher une plus grande flexibilité du marché de l'emploi; (iii) de mettre en place des instruments permettant d'avoir une meilleure visibilité du marché de l'emploi (enquête de base sur l'emploi et la formation professionnelle, observatoire de l'emploi et la formation professionnelle); (iv) de développer un système national de formation professionnelle comprenant les normes de qualification, ceci en relation étroite avec le secteur privé; (v) de renforcer les structures existantes de formation professionnelle (accroître les capacités de formation du Centre d'Evaluation et de Formation Professionnelle de l'Office National de la Promotion de l'Emploi) et créer d'autres centres de formation professionnelles (centre polytechnique des métiers, centre de recherche en ingénierie de la formation professionnelle); (vi) de mettre en place un dispositif de financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage (Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle); (vii) de mettre en place un dispositif de validation des acquis professionnels en relation étroite avec le secteur privé.

En matière de travail, il s'agira : (i) de réviser le code du travail; (ii) de promouvoir et dynamiser la négociation collective; (iii) d'élaborer et de mettre en oeuvre un programme d'éducation ouvrière au profit des partenaires sociaux.

En matière de sécurité sociale et des mutualités, l'objectif d'amélioration et d'élargissement de la protection sociale prendra en compte : (i) la révision de code de la sécurité sociale; (ii) la vulgarisation du nouveau code de sécurité sociale; (iii) l'élaboration d'une loi sur le système mutualiste puis l'appui et la vulgarisation des mutuelles; (iv) l'élaboration d'une politique du 3ème âge.

Enfin, en matière de sécurité et santé au travail, les actions seront : (i) d'élaborer une politique nationale en matière de sécurité et santé au travail; (ii) de confectionner un guide d'observation des lieux de travail; (iii) d'informer les partenaires sociaux sur les techniques de prévention des risques professionnels.

CONCLUSION

Depuis Copenhague, beaucoup de progrès ont été accomplis au Burkina Faso dans la réduction de la pauvreté comme l'indique les activités ci-dessus énumérées. Aussi, convient-il de remarquer que ces efforts restent partiels et méritent d'être complétés par d'autres actions tels que :

- la finalisation du plan national spécifique de lutte contre la pauvreté en cours de préparation;
- la fixation d'objectifs précis à atteindre dans des délais précis en matière de réduction de la pauvreté absolue et générale;
- la mise en place d'un système d'information adapté et fiable pour permettre le suivi et l'évaluation périodiques des progrès enregistrés dans la lutte contre la pauvreté. Cette dernière action est d'autant plus nécessaire dans la mesure où l'absence d'un système d'information qui permettrait la collecte et la diffusion des données rendrait toute politique de réduction de la pauvreté inefficace.